



Le 5 novembre 2018

Mesdames et Messieurs les membres du Comité permanent de la condition féminine,

Nous savons que le Comité mène actuellement une étude sur le réseau de refuges et de maisons de transition pour les femmes et leurs enfants victimes de violence, notamment de violence conjugale, qui se penchera sur les points suivants :

- l'écart entre les lits nécessaires et les lits disponibles dans les refuges et les maisons de transition;
- les programmes et le financement fédéraux actuels en appui aux refuges et aux maisons de transition;
- les solutions envisageables pour combler l'écart entre l'offre et la demande.

Je vous écris de la fondation Three Oaks, un refuge et une maison de transition situé à Belleville, en Ontario. Cet organisme de 16 lits ne comptant qu'une seule employée dessert les comtés de Hastings et de Prince Edward. Nous venons principalement en aide à des mères et à leurs enfants et à des femmes seules fuyant la violence conjugale, mais nous offrons également nos services à des femmes en situation d'itinérance après avoir été victimes de violence conjugale et de traite de personne. L'an dernier, nous avons aidé 274 femmes et 95 enfants, bien que notre financement nous avait été alloué pour 130 femmes et 65 enfants. Nous avons dû refuser 100 femmes, faute d'espace.

En plus d'un refuge, nous offrons des services d'hébergement transitoire pour lesquels nous ne recevons aucun financement permanent de quelque source que ce soit.

Nous savons que les refuges et maisons de transition ne reçoivent pas un financement équitable d'une province ou d'un territoire à l'autre. Nous avons certes reçu des fonds au cours de la dernière année, mais il nous a manqué plus de 100 000 \$ pour couvrir nos dépenses réelles. Nous sommes toujours financés selon la règle traditionnelle, c'est-à-dire que nous obtenons 80 % de notre budget en subventions et que nous amassons nous-mêmes chaque année les 20 % restants. Notre travail est essentiel; la vie de femmes et d'enfants est littéralement en jeu. Nous leur offrons plus qu'un simple refuge à l'abri de la violence, ce qui est aussi important. Comme vous le savez, au Canada, tous les six jours, une femme est tuée par son conjoint. En plus d'assurer la sécurité des femmes et des enfants, nous offrons des programmes d'intervention communautaire, de soutien devant les tribunaux de la famille, de soutien à la transition, d'éducation auprès du public et d'aide aux enfants témoins ainsi qu'un programme pour les enfants accueillis à la maison d'hébergement.

Voici nos recommandations :

- Comme la violence à l'endroit des femmes a atteint un taux épidémique, les refuges et maisons de transition qui viennent en aide aux femmes victimes de violence contre les femmes et à leurs enfants doivent être reconnus comme un service essentiel.
- Les refuges et maisons de transition sont actuellement terriblement sous-financés. Nous recommandons une augmentation considérable du financement stable de base. Ce financement devrait permettre d'augmenter le nombre de lits et de refuges, mais il doit également couvrir les coûts du personnel et de la prestation des services. Il ne sert à rien de bâtir un refuge si l'on ne prévoit pas l'embauche de personnel.
- Nous appuyons l'appel d'Hébergement femmes Canada en faveur d'un plan d'action national. Le gouvernement canadien devrait élaborer un plan d'action national respectant les recommandations des Nations Unies. Ce plan d'action, à l'instar de la Stratégie nationale du logement, devrait englober les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. En 2018, au Canada, les femmes devraient toutes avoir accès à des services comparables, où qu'elles vivent.

Lorsqu'un des membres du Comité se trouvera dans notre région, nous l'invitons à visiter notre refuge.

Si vous avez d'autres questions ou besoin de précisions sur notre travail, je vous invite à communiquer avec moi à sandywm@threeoaks.ca ou au 613-967-1416, poste 222.

Je vous prie d'agréer, Mesdames et Messieurs les membres du Comité permanent de la condition féminine, l'expression de mes sentiments distingués.

[Signature]

Sandy Watson-Moyles
Directrice générale

cc Neil Ellis, député, Baie de Quinte
Michael Bossio, député, Hastings-Lennox and Addington